

673246-2026 - Competition

France – Environmental engineering consultancy services – N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

OJ S 189/2026 30/09/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: DREAL Hauts de France

Email: audrey.debras@developpement-durable.gouv.fr

Legal type of the buyer: Regional authority

Activity of the contracting authority: Environmental protection

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

Description: N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

Procedure identifier: 84d51d68-577d-4396-9a34-0398e0c536c3

Internal identifier: SMI-US-2026-09

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

Main features of the procedure: Situation juridique - références requises : Si le candidat utilise le DUME : * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français Si le candidat n'utilise pas le DUME : * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Réglementation de la commande publique/Formulaires de la commande publique) * La forme juridique du candidat ; * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ; * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus; * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus; Capacité économique et financière - références requises : Si le candidat utilise le DUME : * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français. - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a) - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a) - le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5) Si le candidat n'utilise pas le DUME : * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ; * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance

pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ; Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur. Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) : Sans objet Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Si le candidat utilise le DUME : * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français. - une liste des prestations similaires exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b) Si le candidat n'utilise pas le DUME : A - Expérience : La présentation d'une liste des principaux services similaires effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur. B - Capacités professionnelles : * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ; C - Capacités techniques : * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ; * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ; Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71313000 Environmental engineering consultancy services

2.1.2. Place of performance

Postal address: xxxxxxxxxxxxxx

Town: Villers-Cotterêts

Postcode: 02600

Country subdivision (NUTS): Aisne (FRE21)

Country: France

2.1.4. General information

Additional information: Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent : * Origine du financement : CPER 2023-2027 clé de financement : État 40 %, région 40 %, CD 02 : 40 %. * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ; * Les prix seront révisables ; * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ; * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ; Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Nature de l'attributaire, le marché sera conclu : - soit avec un prestataire unique ; - soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires. Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement. Autres conditions particulières : * Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

Legal basis:

Directive 2014/24/EU
Sans objet
Applicable cross-border law: Sans objet

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

Description: N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

Internal identifier: SMI-US-2026-09

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71313000 Environmental engineering consultancy services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Aisne (FRE21)

Country: France

Additional information: Villers-Cotterêts (02- Aisne)

5.1.3. Estimated duration

Duration: 33 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

Additional information: Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :

SMI-US-2026-09 Autres informations : * Les candidatures et les offres seront entièrement

rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation

associés ; * Unité monétaire utilisée, l'euro ; * A titre indicatif, les prestations commenceront

dès la notification du marché pour une durée estimée à 30 mois ; * Les prestations ne sont

pas réservées à une profession particulière ; * Les personnes morales ne seront pas tenues

d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés

de l'exécution du marché ; * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ; * Le marché

ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ; Modalités

d'ouverture des offres * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non *

L'ouverture des plis n'est pas publique. Conditions d'obtention du cahier des charges et des

documents complémentaires : * Les documents de la consultation sont disponibles par voie

électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

sous la référence publique "SMI-US-2026-09", après avoir installé les prérequis techniques et

avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ; Conditions de remise des offres ou des

candidatures : * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de

l'adresse du pouvoir adjudicateur * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un

même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support

matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue. * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues * Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "SMI-US-2026-09", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3074529?orgAcronyme=d4t>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3074529?orgAcronyme=d4t>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Advanced or qualified electronic signature or seal (as defined in Regulation (EU) No 910/2014) is required

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 06/11/2026 11:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 180 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered

employment programmes: No

Electronic invoicing: Not allowed

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

No framework agreement

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Administratif d'Amiens

Information about review deadlines: Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ; * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à

L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ; * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ; * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: DREAL Hauts de France

Registration number: 13000657000019

Postal address: 53 rue de la Vallée

Town: Amiens

Postcode: 80000

Country subdivision (NUTS): Somme (FRE23)

Country: France

Contact point: Audrey DEBRAS

Email: audrey.debras@developpement-durable.gouv.fr

Telephone: +336 59 54 71 09

Internet address: <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

Buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Roles of this organisation:

Buyer

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Administratif d'Amiens

Registration number: 17800005500016

Postal address: 14, rue Lemerchier - CS 81114

Town: AMIENS cedex 01

Postcode: 80011

Country subdivision (NUTS): Somme (FRE23)

Country: France

Email: greffe.ta-amiens@juradm.fr

Telephone: 0322336170

Roles of this organisation:

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: 32d12e3d-47e8-4f33-b8e8-a74601e7a0ce - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 29/09/2026 11:46:13 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 673246-2026

OJ S issue number: 189/2026

Publication date: 30/09/2026